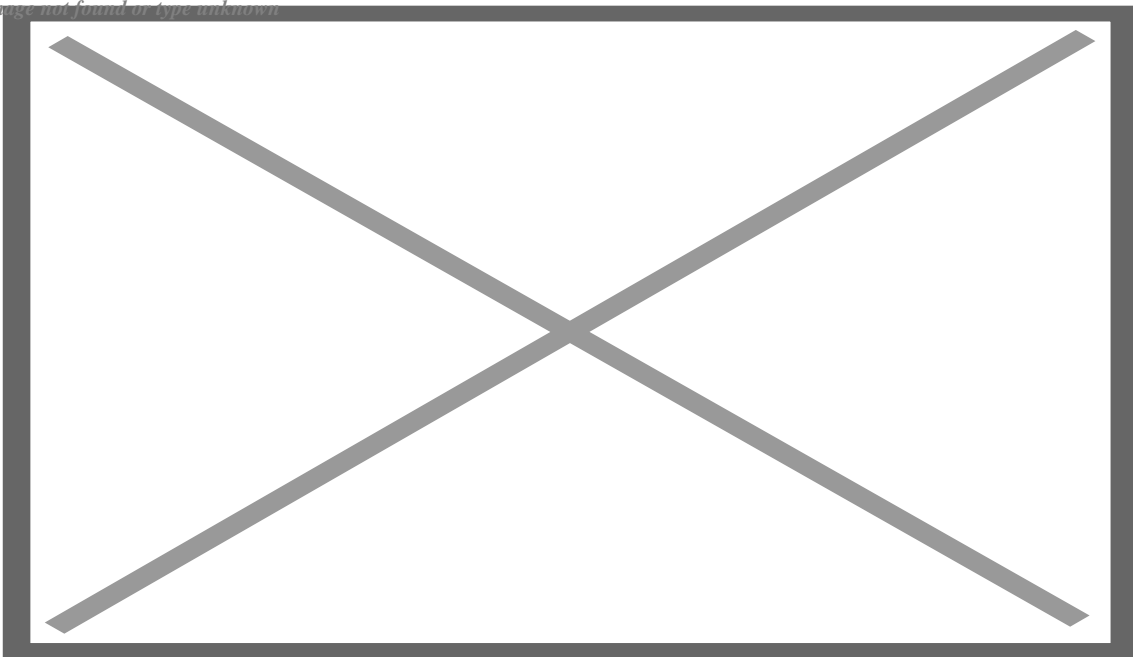


Brésil : Le ministre des Finances et le président de la Banque centrale doivent faire l'objet d'une enquête parce qu'ils apparaissent dans Pandora Papers

Image not found or type unknown



Brasilia, 5 octobre (RHC) Les partis d'opposition du Brésil ont déposé auprès du ministère public fédéral (MPF) la demande d'enquête sur une entreprise du ministre de l'Économie Paulo Guedes et du président de la Banque centrale, Roberto Campos Neto, pour leur implication dans un paradis fiscal.

Ses accusations ont été faites suite aux révélations faites dimanche par le Consortium International des Journalistes d'Investigation (ICIJ), composé de plus de 600 journalistes de 151 médias dans 117 pays et territoires, qui a dévoilé les résultats de Pandora Papers, recherche couvrant des millions de documents provenant de paradis fiscaux du monde entier, et qui au Brésil a impliqué l'Agence publique, la revue Piauí et les sites web Poder360 et Metrópolis.

Ce rapport rapporte que Guedes a créé Dreadnoughts International Group en 2014 dans les îles Vierges britanniques avec un capital d'au moins 8 millions de dollars enregistrés à son nom, celui de sa femme, Maria Cristina Bolívar Drummond Guedes, et sa fille, Paula Drummond Guedes. Ils ajoutent que, l'année suivante, ce montant a atteint 9,5 millions de dollars.

L'enquête de l'ICIJ ajoute que Guedes et Campos Neto, les deux hommes les plus éminents de l'économie brésilienne n'ont jamais rendu des comptes à l'opinion publique de la création de Dreadnoughts International Group; face à quoi le chef de l'opposition à la Chambre, le député Alessandro Molon, a déclaré qu'il s'agit d'actes constitutifs d'un délit.

"Il viole directement l'article 5 du Code de conduite de la Haute Administration fédérale et doit donc conduire à la démission du ministre. Nous, de l'opposition, nous allons proposer la convocation du Ministre et du Président de la Banque centrale pour apporter des éclaircissements à la Chambre des députés et présenter un recours de représentation au Ministère public fédéral (première instance) pour mauvaise conduite administrative à l'encontre des deux", a expliqué Molon.

Pendant ce temps, le représentant du Parti des travailleurs à la Chambre, Bohn Gass, a soutenu que Guedes et Campos Neto devraient faire l'objet d'une enquête approfondie et rigoureuse de la part du MPF.

"Sur la base des normes de service public et de la loi sur les conflits d'intérêts, l'affaire suggère qu'il y a peut-être eu avantage personnel. Nous parlons de deux des plus importants responsables de la conduite de la politique économique dans le pays en ce moment. Au nom de l'honnêteté et de la transparence, le peuple brésilien a droit à cette information", a-t-il ajouté.

Gass a précisé que les détenteurs d'offshore sont dans le devoir de témoigner devant le Trésor fédéral et devant la Banque centrale elle-même. "Mais si le propriétaire de cet offshore est un fonctionnaire public, il est également soumis à d'autres règles, précisément pour qu'il n'y ait pas d'auto-alimentation", a-t-il déclaré.

La demande d'enquête a été signée par des députés du Parti des travailleurs (PT), du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), du Parti Démocratique Travailleuse (PDT), du PSB et du Parti Communiste du Brésil (PCdoB) qui demandent en outre la comparution de Guedes et de Campos Neto devant la Chambre pour qu'ils rendent compte de leurs actes.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/272648-bresil-le-ministre-des-finances-et-le-president-de-la-banque-centrale-doivent-faire-lobjet-dune-enquete-parce-quils-apparaissent-dans-pandora-papers>



Radio Habana Cuba